# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

| ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 5 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1959 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 240 |
|---|---|---|


## ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ


**ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ**

Ν. Δ. 4010. Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας, συναφθείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ συστάσεως Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ.... .... .... .... .... .. 1

**ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ**

Περὶ διοικήσεως, ἐφαρμογῆς καὶ ἐλέγχου τοῦ προγράμματος αὐτοστεγάσεως Ἀστῶν Προσφύγων. .... .... .... 2

**ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ**

136. Περὶ παρατάσεως ἰσχύος τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν. Δ. 3560)1956 Συμβάσεως περὶ Ἀεροπορικῶν Συγκοινωνιῶν. .. .... .... .... .... .... .... .... .... 3

**ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ**

Περὶ διορθώσεως ἡμαρτημένων εἰς τὸ Β. Δ. «περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως κοινωφελοῦς ἱδρύματος ἐν Θεσσαλονίκῃ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἰνστιτοῦτον Νεοελληνικῶν Σπουδῶν»..... ..... ..... ..... .. 4


## ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4010.

*Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας, συναφθείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ συστάσεως Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ.*

**ΠΑΥΛΟΣ**
**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας Συμφωνία, ἡ ἀφορῶσα τὴν σύστασιν μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

2. Ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας κτῶνται τὴν ἰσχὺν διατάξεων νόμου.

3. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

**ΠΑΥΛΟΣ**

**Β.**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

**ΤΑ ΜΕΛΗ**

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ**

ACCORD

Entre le Royaume de Grèce et la Republique Populaire Fédérative de Yougoslavie Concernant la Création d'une Commission Mixte Greco-Youcoslave pour le developpement du Tourisme

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Fedérative de Yougoslavie, considérant que la collaboration entre les deux Pays à l'effet d'intensifier le trafic touristique et d' encourager le tourisme dans le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie est d'un intérêt commun, et en vue de rendre cette coopération aussi efficace que possible, sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Est instituée une Commission mixte gréco-yougoslave pour le développement du tourisme (ci-après dénommée Commission).

Article 2

La Commission sera composée de trois représentants désignés par le Gouvernement Royal de Grèce, constituant la partie grecque de la Commission, et de trois représentants désignés par le Gouvernement de la République Populaire Fedérative de Yougoslavie, cons stituant la partie yougoslave de la Commission. A la tête de chaque partie nationale de la Commission se trouve un président.

Article 3

La tâche de la Commission est d' examiner les questions actuelles du domaine du développement du tourisme et du trafic touristique dans les deux pays et d' oeuvrer au renforcement de la collaboration mutuelle dans tous les secteurs du tourisme, ainsi que de soumettre à cette fin ses propositions aux deux Gouvernements et d' encourager les activités des organisations économiques et institutions des deux Pays.

Article 4

La Commission sera notamment chargée de présenter des propositions et des recommandations pour la solution des questions qui touchent au tourisme et sont d'un intérêt commun, à savoir :

- de stimuler l'initiative des organismes et institutions compétents en matière de tourisme dans les pays respectifs, de même que celle des organisations économiques, en vue d' entrer en contact pour l'élaboration d' un plan commun de propagande du tourisme à l'étranger;

-d'encourager les agences touristiques à élaborer des itinéraires communs pour les visites des touristes étrangers aux Pays ;

-de recommander aux services et organismes compétents en matière de trafic ferroviaire, routier , maritime, fluvial et aérien, de prendre des mesures pour améliorer les conditions de voyage, pour coordonner les horaires, pour abréger la durée des voyages et accorder d' autres facilités ;

-de prendre l' initiative pour que les organisations touristiques dans le Royaume de Grèce et dans la République Populaire Fédérative de Yougoslavie organisent des excursions en vue d'augmenter les visites des citoyens d' un pays à l'autre pays ;

-d'encourager le développement de l'autotourisme aux fins de l'augmentation du tourisme stationnaire et de transit.

Article 5

Aux fins de l'application des tâches assignées, la Commission tient des réunions,

Les réunions ordinaires de la Commission auront lieu une fois par an. La Commission peut tenir des ré unions extraordinaires selon le besoin et avec l' accord des deux Présidents des parties nationales de la Com mission.

Les réunions ordinaires et extraordinaires de laCom mission auront lieu à tour de rôle dans le Royaume de Grèce et dans la République Polulaire Fédérative de Yougoslavie.

Article 6

Deux mois avant la réunion de la Commission, les présidents des deux parties nationales de la Commission échangeront, par correspondance, des propositions concernant l'ordre du jour de la session, y compis -également les propositions de programmes concrets de collaboration devant être examinés à la réunion de la Commission.

A l' ordre du jour seront inscrits les points qui seront proposés par les deux Présidents des parties nationales de la Commission. La disposition des points de l' ordre du jour est fixée de commun accord par les deux présidents. A défaut d' accord, les propositions sont mises à l' ordre du jour d' après l' ordre de leur présentation.

Article 7.

Pendant les réunions, la Commission adopte des conclusions, des recommandations et des propositions sur lesquelles sont tombées d' accord les deux parties nationales de la Commission au sujet de toutes les questions qui se rapportent à la collaboration prévue par le présent Accord et les porte au procès-verbal de la réunion.

Le procès-verbal est dressé en deux exemplaires originaux en langue française et est signé par les Présidents des deux parties nationales de la Commission.

Le procès-verbal prendra effet quand il aura été approuvé par les organes compétents des deux Etats, ce dont s' informeront mutuellement les deux Parties par la voie diplomatique.

Article 8.

Les parties nationales de la Commission peuvent être assistées à la réunion par des experts et des conseillers qui prendront part aux travaux de la Commission au sujet des questions sur lesquelles les deux Présidents des parties nationales de la Commission se mettront d' accord.

Article 9.

Le Président de la réunion est le Président de la partie nationale de la Commission, dans le pays de laquelle a lieu la reunion. La partie nationale de la Commission sur le territoire de laquelle a lieu la réunion se charge des affaires du secrétariat de la réunion de la Commission.

Les dépenses occasionnées par l' organisation et la tenue des réunions sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle a lieu la réunion. Les frais individuels et de voyage des membres de la Commission, des experts et des autres personnes prenant part aux travaux de la Commission sont à la charge de la Partie qui les envoie.

Article 10.

Les parties nationales communiquent directement par correspondance signée par les Présidents des parties nationales de la Commission.

Article 11.

La lanque officielle de la Commission sera le français. Si les deux Présidents des parties nationales de la Commission se mettent d' accord la langue officielle pourra être également une autre langue.

Article 12.

Les présidents des parties nationales de la Commission se notifieront mutuellement l' exécution des conclusions et des recommandations contenues dans les procès-verbaux des réunions de la Commission, approuvés par les organes compétents des deux Pays.

Article 13.

Le présent Accord est valable pour une période

de 5 ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Le présent Accord sera automatiquement prolongé, chaque fois pour une période de 5 ans, à moins que l' une des Parties contractantes ne le dénonce 6 mois avant son expiration.

Article 14.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur au jour de l' échange des instruments de ratification qui aura lieu à Beograd.

FAIT à Athènes, le 18 Juin 1959, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement
Royal de Grèce
Evanghelos Averoff-Tossizza

Pour le Gouvernement
de la République Populaire
Fédérative de Yougoslavie
Koca Popovic

## ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἀφορῶσα τὴν σύστασιν Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ Τουρισμοῦ.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, θεωροῦσαι ὅτι ἡ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν συνεργασία ἐπὶ τῷ τέλει τῆς πυκνώσεως τῆς τουριστικῆς κινήσεως καὶ ἐνθαρρύνσεως τοῦ τουρισμοῦ ἐν τῷ Βασιλείῳ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῇ Λαϊκῇ Ὁμοσπονδιακῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Γιουγκοσλαυΐας, εἶναι κοινοῦ ἐνδιαφέροντος καὶ ἵνα καταστήσωσι τὴν συνεργασίαν ταύτην κατὰ τὸ δυνατὸν ἀποδοτικωτέραν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

### Ἄρθρον 1.

Συνιστᾶται Μικτὴ Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ (κατωτέρω ὀνομαζομένη Ἐπιτροπή).

### Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἐκ τριῶν ἀντιπροσώπων οἵτινες, διοριζόμενοι ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, ἀπαρτίζουσι τὸ ἑλληνικὸν τμῆμα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐξ ἑτέρων τριῶν, οἵτινες, διοριζόμενοι ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἀπαρτίζουσι τὸ γιουγκοσλαυϊκὸν τμῆμα αὐτῆς. Ἐπικεφαλῆς ἑκάστου ἐθνικοῦ τμήματος εὑρίσκεται εἷς πρόεδρος.

### Ἄρθρον 3.

Ἔργον τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ ἐξέτασις τῶν τρεχόντων ζητημάτων, τῶν ἀφορώντων τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ καὶ τῆς τουριστικῆς κινήσεως εἰς τὰς δύο χώρας, ἡ προσπάθεια ἐνισχύσεως τῆς ἀμοιβαίας συνεργασίας εἰς πάντας τοὺς τομεῖς τοῦ τουρισμοῦ καὶ ἡ ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ ὑποβολὴ προτάσεων εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις, ὡς καὶ ἡ ἐνθάρρυνσις τῆς δραστηριότητος τῶν οἰκονομικῶν ὀργανώσεων καὶ ἱδρυμάτων τῶν δύο χωρῶν.

### Ἄρθρον 4.

Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι κυρίως ἐπιφορτισμένη ὅπως ὑποβάλῃ προτάσεις καὶ συστάσεις διὰ τὴν λύσιν τῶν κοινοῦ ἐνδιαφέροντος θεμάτων ἅτινα σχετίζονται μὲ τὸν τουρισμόν, ἤτοι:

νὰ προωθῇ τὴν πρωτοβουλίαν τῶν διὰ τουριστικὰ θέματα ἁρμοδίων ὀργανισμῶν καὶ ἱδρυμάτων ὡς καὶ οἰκονομικῶν ὀργανώσεων ἐντὸς τῶν δύο χωρῶν, ἐν ὄψει τῆς ἐνάρξεως ἐπαφῶν διὰ τὴν ἐκπόνησιν κοινοῦ σχεδίου τουριστικῆς προπαγάνδας ἐν τῇ ἀλλοδαπῇ,

νὰ ἐνθαρρύνῃ τὰ τουριστικὰ πρακτορεῖα ἵνα ταῦτα καταρτίζωσι κοινὰ δρομολόγια διὰ τὴν ἐπίσκεψιν ξένων τουριστῶν εἰς τὰς δύο χώρας,

νὰ συνιστᾷ εἰς τὰς ὑπηρεσίας καὶ τοὺς ὀργανισμούς, τοὺς ἁρμοδίους διὰ τὰ θέματα τῆς σιδηροδρομικῆς, ὁδικῆς, θαλασσίας, ποτιμίας καὶ ἐναερίου συγκοινωνίας, ὅπως λάβωσι μέτρα διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν συνθηκῶν τοῦ ταξειδίου, τὸν συντονισμὸν τῶν ὡραρίων, τὴν σύντμησιν τῆς διαρκείας τῶν ταξειδίων καὶ τὴν χορήγησιν ἄλλων εὐκολιῶν,

νὰ ἀναλαμβάνῃ πρωτοβουλίας ἵνα αἱ τουριστικαὶ ὀργανώσεις ἐν τῷ Βασιλείῳ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῇ Λαϊκῇ Ὁμοσπονδιακῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Γιουγκοσλαυΐας διοργανῶσιν ἐκδομὰς ἐπὶ τῷ τέλει τῆς αὐξήσεως τῶν ἐπισκέψεων τῶν πολιτῶν τῆς μιᾶς χώρας εἰς τὴν ἑτέραν,

νὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ δι' αὐτοκινήτων τουρισμοῦ ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἀναπτύξεως τοῦ τοπικοῦ καὶ διαμετακομιστικοῦ τουρισμοῦ.

### Ἄρθρον 5.

Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἀνατεθέντων εἰς αὐτὴν καθηκόντων ἡ Ἐπιτροπὴ συγκαλεῖται εἰς συνόδους.

Αἱ τακτικοὶ σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνουσι χώραν ἅπαξ κατ' ἔτος. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ συνέλθῃ εἰς ἐκτάκτους συνόδους ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν καὶ συμφωνούντων τῶν δύο προέδρων τῶν ἐθνικῶν τμημάτων αὐτῆς.

Αἱ τακτικαὶ καὶ ἔκτακτοι σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνουσι χώραν ἐκ περιτροπῆς ἐν τῷ Βασιλείῳ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῇ Λαϊκῇ Ὁμοσπονδιακῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

### Ἄρθρον 6.

Δύο μῆνας πρὸ τῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς, οἱ πρόεδροι τῶν δύο ἐθνικῶν τμημάτων αὐτῆς ἀνταλλάσσουσι, δι' ἀλληλογραφίας, προτάσεις ἀφορώσας τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς συνόδου, περιλαμβανομένων ἐπίσης τῶν συγκεκριμένων προγραμμάτων συνεργασίας, τὰ ὁποῖα πρόκειται νὰ ἐξετασθῶσιν ἐν τῇ συνόδῳ.

Εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν ἐγγράφονται τὰ θέματα, ἅτινα μέλλουσι νὰ προταθῶσιν ὑπὸ τῶν δύο προέδρων τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς. Ἡ κατάταξις τῶν θεμάτων τῆς ἡμερησίας διατάξεως ὁρίζεται κοινῇ συμφωνίᾳ τῶν δύο προέδρων. Ἐλλείψει συμφωνίας αἱ προτάσεις τίθενται ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει κατὰ τὴν σειρὰν τῆς ὑποβολῆς των.

### Ἄρθρον 7.

Κατὰ τὰς συνόδους ἡ Ἐπιτροπὴ υἱοθετεῖ συμπεράσματα, συστάσεις καὶ προτάσεις ἐφ' ὧν συνεφώνησαν τὰ δύο ἐθνικὰ τμήματα ἐν σχέσει πρὸς πάντα τὰ προβλήματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένην συνεργασίαν καὶ ἀναγράφει αὐτὰς ἐν τῷ πρακτικῷ τῆς συνόδου.

Τὸ πρακτικὸν συντάσσεται εἰς διπλοῦν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, καὶ ὑπογράφεται ὑπὸ τῶν προέδρων τῶν δύο ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὸ πρακτικὸν ἀποκτᾷ ἰσχὺν μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτοῦ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν, περὶ ἧς τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη πληροφοροῦσιν ἀλλήλα διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

### Ἄρθρον 8.

Τὰ ἐθνικὰ τμήματα τῆς Ἐπιτροπῆς δύνανται νὰ προσκαλέσωσιν ἐμπειρογνώμονας καὶ Συμβούλους οἵτινες μετέχουσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ὡς πρὸς τὰ θέματα ἐφ' ὧν οἱ δύο πρόεδροι τῶν ἐθνικῶν τμημάτων συμφωνοῦσιν.

### Ἄρθρον 9.

Ὡς πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζεται ὁ πρόεδρος τοῦ ἐθνικοῦ τμήματος τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ συγκαλεῖται ἡ σύνοδος. Εἰς τὸ ὡς ἄνω ἐθνικὸν τμῆμα τῆς Ἐπιτροπῆς ἀνατίθενται χρέη Γραμματείας τῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὰ ἔξοδα τῆς ὀργανώσεως καὶ διεξαγωγῆς τῶν συνόδων βαρύνουσι τὸ Μέρος, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου συγκαλεῖται ἡ σύνοδος. Τὰ ἀτομικὰ ἔξοδα καὶ τὰ ἔξοδα ταξειδίου τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, πραγματογνωμόνων καὶ λοιπῶν συμμετεχόντων τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς προσώπων βαρύνουσι τὸ ἀποστέλλον τὰ εἰρημένα πρόσωπα Μέρος.

Ἄρθρον 10.

Τὰ ἐθνικὰ τμήματα ἐπικοινωνοῦσι μεταξύ των δι' ἀπ' εὐθείας ἀλληλογραφίας ὑπογραφομένης ὑπὸ τῶν προέδρων αὐτῶν.

Ἄρθρον 11.

Ὡς ἐπίσημος γλῶσσα τῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζεται ἡ Γαλλική. Ἐὰν αἱ δύο πρόεδροι τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς ἐπιτροπῆς συμφωνήσωσι, δύναται νὰ καθιερωθῇ ὡς ἐπίσημος ἑτέρα γλῶσσα.

Ἄρθρον 12.

Οἱ πρόεδροι τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς ἐπιτροπῆς κοινοποιοῦσιν ἀλλήλοις τὴν ἐκτέλεσιν τῶν συμπερασμάτων καὶ συστάσεων τῶν ἐμπεριεχομένων εἰς τὰ πρακτικὰ τῶν συνόδων τῆς Ἐπιτροπῆς τὰ ἐγκριθέντα ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ἰσχύει διὰ περίοδον 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ αὐτῆς. Ἡ παροῦσα συμφωνία παρατείνεται αὐτομάτως ἑκάστοτε διὰ περίοδον 5 ἐτῶν, ἐφ' ὅσον ἓν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν ἤθελε καταγγείλει αὐτὴν 6 μῆνας πρὸ τῆς λήξεώς της.

Ἄρθρον 14.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ καὶ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βελιγραδίῳ.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 18ῃ Ἰουνίου 1959 εἰς διπλοῦν εἰς Γαλλικὴν γλῶσσαν.

| | |
|---|---|
| Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος | Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαυΐας |
| Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ | ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ |

# ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Περὶ διοικήσεως, ἐφαρμογῆς καὶ ἐλέγχου τοῦ προγράμματος αὐτοστεγάσεως Ἀστῶν προσφύγων.

## ΠΑΥΛΟΣ
## ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει :

1. Τὰς διατάξεις τῶν παρ. 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Α. Ν. 1822)51, κυρωθέντος διὰ τοῦ Ν. 2044)52.

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 2761)58 (ΦΕΚ 154)1958 τ. Β') ἀπόφασιν τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας.

3. Τὴν γνώμην τοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Κοινωνικῆς Προνοίας Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως, δοθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 4324)6.5.1959 συνεδρίαν αὐτοῦ, καὶ

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 452)1959 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑφυπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

1. Αὐτοστέγασις κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος εἶναι ἡ, ὑπ' εὐθύνην, τῆς ὡς κατωτέρω οἰκονομικῶς ἐνισχυομένης δικαιούχου στεγαστικῆς ἀποκαταστάσεως κατὰ τὰς κειμένας διατάξεις οἰκογενείας, ἀνέγερσις κατοικίας ἢ καταστήματος.

Αἱ περιφέρειαι τῆς χώρας, εἰς ἃς ἐφαρμόζεται τὸ σύστημα αὐτοστεγάσεως, ὁ ἀριθμὸς τῶν περιλαμβανομένων εἰς ἑκάστην ἐξ αὐτῶν γενικῶς ἢ κατὰ πόλιν ἢ κατὰ συνοικισμὸν οἰκογενειῶν ὡς καὶ πᾶσα ἑτέρα σχετικὴ λεπτομέρεια, καθορίζονται διὰ τῆς ἑκάστοτε προγραμματιζούσης τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ συστήματος τούτου ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας ἐκδιδομένης μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως.

Ὁ βασικὸς τύπος τῶν ἀνεγειρομένων κατὰ τὸ σύστημα τοῦτο κατοικιῶν, ὁρίζεται κατὰ γενικὰς κατηγορίας, ἀναλόγως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μελῶν ἑκάστης δικαιούχου οἰκογενείας καὶ τῆς περιφερείας, εἰς ἣν ἐφαρμόζεται τὸ πρόγραμμα, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως.

2. Ἡ Τεχνικὴ ἐπίβλεψις, τοῦ κατὰ περιφερείας ἐφαρμοζομένου προγράμματος αὐτοστεγάσεως, ἀνατίθεται ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας ἢ τοῦ οἰκείου Νομάρχου εἰς τοὺς ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Τεχνικῶν Ὑπηρεσιῶν, ὑποδεικνυομένους τεχνικοὺς ὑπαλλήλους.

Ἡ κατὰ τὴν διάταξιν ταύτην, τεχνικὴ ἐπίβλεψις περιλαμβάνει:

α) Τὸν καθορισμὸν τῆς κατὰ τὰς κειμένας διατάξεις οἰκοδομικῆς γραμμῆς καὶ τὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους χάραξιν τῶν θεμελίων τοῦ ἐγκεκριμένου τύπου κατοικίας.

β) Τὴν παρακολούθησιν, διὰ τήν, ἐντὸς τῶν τασσομένων προθεσμιῶν, ἔναρξιν τῶν τεχνικῶν ἐργασιῶν καὶ τῆς κανονικῆς προόδου αὐτῶν.

γ) Τὴν παρακολούθησιν, διὰ τὴν καλὴν καὶ συμφώνως πρὸς τὰ δεδομένα τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς τέχνης ἐκτέλεσιν τῶν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἐγκεκριμένου τύπου κατοικίας.

δ) Τὴν παροχὴν ἐγγράφων ἢ προφορικῶν συστάσεων πρὸς τοὺς αὐτοστεγαζομένους, πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν ὑπὸ τῶν προηγουμένων περιπτώσεων β καὶ γ ρυθμιζομένων θεμάτων, ὑποχρεουμένων τούτων, ὅπως συμμορφῶνται ἀπολύτως πρὸς ταύτας.

3. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς τοιαύτης του ὑπηρεσίας ὁ ἐπιβλέπων τεχνικὸς ὑπάλληλος ἐν περιπτώσει διαπιστώσεως παραβάσεως ἐντολῆς του, ἢ κατασκευῆς οἰκοδομῆς κακοτέχνου ἢ διαφόρου τοῦ ἐγκεκριμένου σχεδίου, ὑποχρεοῦται ὅπως διατάξῃ τὴν ἄμεσον διακοπὴν πάσης περαιτέρω οἰκοδομικῆς ἐργασίας. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἡ ἐκ νέου ἔναρξις τῶν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν ἐπιτρέπεται μόνον μετ' ἀπόφασιν τῆς κατὰ τὸ ἄρθρον 7 ἐπιτροπῆς αὐτοστεγάσεως, ἀποφαινομένης μετ' εἰσήγησιν τοῦ ἐπιβλέποντος μηχανικοῦ.

4. Ἡ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἔγκρισις τῶν βασικῶν τύπων κατοικιῶν, ὡς καὶ ὁ καθορισμὸς τῆς οἰκοδομικῆς γραμμῆς, ἐνεργεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Γενικοῦ Οἰκοδομικοῦ κανονισμοῦ καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐγκεκριμένων οἰκείων ρυμοτομικῶν διαγραμμάτων.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ἔγκρισις διὰ τήν, κατὰ τὸ σύστημα αὐτοστεγάσεως, ἀνέγερσιν οἰκοδομῆς παρέχεται διὰ πράξεως τοῦ, Διευθυντοῦ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοινωνικῆς Προνοίας, κοινοποιουμένης καὶ εἰς τὴν οἰκείαν Ἀστυνομικὴν Ἀρχήν.

Εἰς τὴν ἔγκρισιν ταύτην ἀναγράφεται: 1) τὸ ὀνοματεπώνυμον καὶ τὰ λοιπὰ στοιχεῖα ταυτότητος τοῦ αὐτοστεγαζομένου, 2) ὁ χρόνος ἐνάρξεως καὶ ἀποπερατώσεως τῶν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν, 3) ὁ τύπος τῆς ἐγκεκριμένης κατοικίας καὶ 4) πᾶν ἕτερον ἀναγκαιοῦν διοικητικῶς ἢ τεχνικῶς στοιχεῖον.

2. Ἔγκρισις κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ παρόντος διὰ τὴν κατασκευὴν οἰκοδομῆς μεγαλυτέρας τοῦ καθοριζομένου ὡς ἀνωτέρω δι' ἑκάστην περίπτωσιν τύπου ἀπαγορεύεται, ἐπιτρεπομένης μόνον διὰ τῆς ὡς ἀνωτέρω ἐγκριτικῆς πράξεως τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοιν. Προνοίας τῆς τροποποιήσεως ἢ μεταρρυθμίσεως ἢ παραλλαγῆς τοῦ βασικοῦ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 τοῦ παρόντος τύπου κατοικίας ὡς πρὸς τὴν μορφήν, τὴν διάταξιν τῶν χώρων, δι' αὐξήσεως τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ τύπου τούτου ὠφελίμου ὄγκου (τοῦ ἀπὸ τῆς στάθμης τοῦ δαπέδου ἰσογείου ὄγκου, τοῦ προκύπτοντος ἐκ τῆς ὠφελίμου ἐπιφανείας τῆς οἰκοδομῆς) κατὰ ποσοστὸν οὐχὶ μεγαλύτερον τοῦ δέκα τοῖς ἑκατὸν (10 ο)ο.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ κατὰ τὰς διατάξεις τῶν παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 καὶ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος, εἰς ἕκαστον αὐτοστεγαζόμενον οἰ-

κονομικὴ ἐνίσχυσις, παρέχεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας ἢ τοῦ οἰκείου Νομάρχου, μετὰ γνώμην τοῦ οἰκείου Συμβουλίου Στεγάσεως καὶ μετὰ προηγουμένην καταβολὴν εἰς τὸ οἰκεῖον Δημόσιον Ταμεῖον τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 6 τῆς κωδικοποιήσεως προβλεπομένης προκαταβολῆς τῆς ἀξίας τοῦ οἰκοπέδου.

Ἡ κατὰ τὴν διάταξιν ταύτην ἔνταξις τῆς δικαιούχου οἰκογενείας εἰς τὸ πρόγραμμα τοῦτο, ἐνεργεῖται κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου, εἰς ἣν δηλοῦται ὑπευθύνως, ὅτι οὗτος θὰ καλύψῃ ἐξ ἰδίων μέσων πᾶσαν δαπάνην, ἀπαιτηθησομένην διὰ τὴν ἀποπεράτωσιν τῆς οἰκοδομῆς, πέραν τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος χορηγουμένης οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως.

Ἡ δι' ἀνέγερσιν οἰκοδομῆς καθοριζομένη ὡς κατωτέρα οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις χορηγεῖται ὑπὸ μορφὴν μακροπροθέσμου δανείου, εἰς δικαιούχους οἰκογενείας ὡς ἀκολούθως:

α) Εἰς οἰκογενείας, δικαιουμένας ἀστικῆς ἀποκαταστάσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς κειμένης νομοθεσίας καὶ κατὰ τὴν ὑπὸ ταύτης προβλεπομένην σειρὰν προτεραιότητος.

β) Εἰς ἀποκατασταθείσας, ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας προσφυγικὰς οἰκογενείας διὰ τῆς παραχωρήσεως, δι' ὁριστικοῦ τίτλου κυριότητος, οἰκοπέδου, μετὰ προηγουμένην διαπίστωσιν περὶ τῆς οἰκονομικῆς ἀδυναμίας τούτων, ὅπως δι' ἰδίων μέσων ἀνοικοδομήσωσιν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τὸ οἰκόπεδον δέον νὰ εἶναι ἐλεύθερον παντὸς βάρους.

γ) Ὡσαύτως δύναται κατ' ἐξαίρεσιν νὰ παρασχεθῇ οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος εἰς προσφυγικὰς οἰκογενείας, δικαιουμένας ἀστικῆς ἀποκαταστάσεως συμφώνως πρὸς τὰς οἰκείας διατάξεις καὶ ὑπὸ τοὺς περιορισμοὺς πάντοτε τοῦ ἄρθρου 4 § 1 ἐδάφ. Αβ τοῦ ἀπὸ 27.1.53 Β. Διατάγματος «περὶ κωδικοποιήσεως κλπ.» ἐφ' ὅσον αὗται διαθέτουν ἰδιόκτητον οἰκόπεδον ἐντὸς περιοχῆς ἐγκεκριμένου σχεδίου πόλεως καὶ εὑρίσκονται, ἀποδεδειγμένως, εἰς ἀδυναμίαν νὰ ἀνοικοδομήσωσιν ἐξ ἰδίων.

Τὸ ποσοστὸν τῶν οἰκογενειῶν τούτων δὲν δύναται νὰ εἶναι ἀνώτερον τοῦ 15 ο)ο τοῦ συνόλου τῶν εἰς τὸ ἑκάστοτε πρόγραμμα αὐτοστεγάσεως περιλαμβανομένων δικαιούχων οἰκογενειῶν, καθορίζεται δὲ κατὰ περιφέρειαν, πόλιν ἢ συνοικισμόν, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ εἰς ἑκάστην αὐτοστεγαζομένην δικαιοῦχον οἰκογένειαν παρεχομένη ἐφεξῆς οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις καθορίζεται ἀναλόγως τῶν μελῶν αὐτῆς, ὡς ἀκολούθως:

| | | |
|---|---|---|
| α) μέχρι καὶ 3 μελῶν | δρχ. | 40.000 |
| β) ἀπὸ 4 — 5 μελῶν | » | 45.000 |
| γ) ἀπὸ 6 μελῶν καὶ ἄνω | » | 50.000 |

Τὰ ποσὰ ταῦτα ἰσχύουν κατ' ἐξαίρεσιν καὶ διὰ τὰς ἐνταχθείσας, δυνάμει ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας ἢ τοῦ οἰκείου Νομάρχου οἰκογενείας εἰς τὸ πρόγραμμα αὐτοστεγάσεως 1959.

Ὡσαύτως ἐπιτρέπεται ὅπως, ἐπὶ πλέον τῶν ἀνωτέρω ποσῶν, καταβάλληται εἰς τὰς παραπηγματούχους, δικαιουμένας τῆς κατὰ τὸ παρὸν οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως οἰκογενείας καὶ πρόσθετος τοιαύτη μέχρι ποσοῦ δραχμῶν 10.000, ἅμα τῇ παραδόσει ὅλων τῶν παρὰ τῶν μελῶν τῆς δικαιούχου οἰκογενείας κατεχομένων τυχὸν παραπηγμάτων τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ χώρου τελοῦντος ὁπωσδήποτε ὑπὸ τὴν διαχείρισιν τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας καὶ βεβαιώσεως διὰ πρωτοκόλλου τῆς κατεδαφίσεώς των.

Τὸ ποσὸν τοῦτο ὁριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, δημοσιευομένης διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, κατὰ περιοχὰς Νομῶν, δύναται νὰ καταβάλληται εἰς οἱονδήποτε στάδιον τῆς ἀνοικοδομήσεως, μετὰ τὴν καταβολὴν τῆς 3ης δόσεως.

2. Κατ' ἐξαίρεσιν καὶ πρὸς ἐξάλειψιν τῶν παραπηγμάτων τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ χώρων τελούντων ὑπὸ τὴν διαχείρισιν τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας, ἐπιτρέπεται ὅπως: α) δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως, παρέχηται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις, ὡς ἀνωτέρω, καὶ εἰς οἰκογενείας διαμενούσας, ἀποδεδειγμένως, εἰς Κρατικὰ παραπήγματα πρὸ τῆς ἰσχύος τοῦ Ν. 2797)16.3.1954 κείμενα ἐντὸς συνοικισμῶν εἰς οὓς ἐφαρμόζεται στεγαστικὸν πρόγραμμα, κεκτημένας ἰδιόκτητον οἰκόπεδον, κείμενον ἐντὸς περιοχῆς ἐγκεκριμένου σχεδίου πόλεως καὶ ἐλεύθερον παντὸς βάρους.

β) Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, ἐκδιδομένης μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως κατὰ συνοικισμὸν παραπηγμάτων παρέχηται πρόσθετος ἐπίσης οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις, πέραν τῆς χορηγουμένης διὰ τὴν ἀνέγερσιν κατοικίας εἰς οἰκογενείας αὐτοστεγαζομένας κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος, διὰ τὴν καταβολὴν μισθωμάτων πρὸς ὁλοκληρωτικὴν ἐλευθέρωσιν τοῦ χώρου, ἐφ' ὧν τὰ παραπήγματα, διὰ τὴν ἐπ' αὐτῶν ἀνέγερσιν κατοικιῶν, κατ' ἐφαρμογὴν προγράμματος.

γ) Δι' ἀποφάσεως ὁμοίως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, ἐκδιδομένης μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως κατὰ συνοικισμὸν παραπηγμάτων, εἰς ὃν ἐφαρμόζεται κατὰ τὴν παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος πρόγραμμα αὐτοστεγάσεως, παρέχηται οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις εἰς οἰκογενείας, αἵτινες δι' οἱονδήποτε λόγον δὲν θέλουσι συμπεριληφθῇ εἰς ἐφαρμοζόμενον στεγαστικὸν πρόγραμμα, ἐφ' ὅσον διαμένουσι ἀποδεδειγμένως εἰς Κρατικὰ παραπήγματα πρὸ τῆς ἰσχύος τοῦ Ν. 2797)16.3.1954 ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐγκαταλείψεως τοῦ παραπήγματος καὶ μισθώσεως οἰκήματος.

Ἡ κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ὑπὸ στοιχεῖα β' καὶ γ' περιπτώσεων καταβολὴ ἐνεργεῖται μετὰ τὴν κατεδάφισιν ὡς ἀνωτέρω τῶν παραπηγμάτων, τὸ δὲ ποσὸν κατὰ περίπτωσιν παραπηγματούχου οἰκογενείας δὲν δύναται νὰ εἶναι ἀνώτερον τῶν 10.000 δραχμῶν.

Ἐν τῇ ἀνωτέρω ἀποφάσει δύνανται νὰ καθορίζωνται καὶ μέτρα ἐξασφαλίσεως τοῦ διὰ τῶν διατάξεων τούτων ἐπιδιωκομένου σκοποῦ.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ εἰς ἕκαστον δικαιοῦχον ὁριζομένη οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις πρὸς αὐτοστέγασιν κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 καὶ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 4 παρέχεται διὰ τεσσάρων δόσεων, τῆς πρώτης δυναμένης, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, ἐκδιδομένης κατὰ ἐφαρμοζόμενον πρόγραμμα, νὰ καθορίζηται μέχρι ποσοστοῦ 40ο)ο ἐπὶ τοῦ συνόλου τῆς οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως καὶ μετὰ προηγουμένην διαπίστωσιν ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου τεχνικοῦ ὑπαλλήλου περὶ τῆς, δαπάνης τοῦ αὐτοστεγαζομένου, θεμελιώσεως τῆς οἰκοδομῆς μέχρι τῆς στάθμης τοῦ ἐδάφους (ἐκσκαφῶν καὶ λιθοδομῶν θεμελίων ἢ κατασκευῆς τῶν πεδίλων τῶν ὑποστυλωμάτων). Προκειμένου περὶ αὐτοστεγαζομένου εἰς β' ὄροφον ἡ καταβολὴ τῆς πρώτης δόσεως ἐνεργεῖται μετὰ τὴν κατασκευὴν τῆς πρὸς τὰ ἄνω κλίμακος.

2. Διὰ τῆς πρώτης δόσεως, ὁ αὐτοστεγαζόμενος ὑποχρεοῦται εἰς τὴν ἐκτέλεσιν ἔργου μέχρις ἀποπερατώσεως τῶν φερόντων στοιχείων τῆς οἰκοδομῆς (τῆς ἐξωτερικῆς τοιχοποιΐας), διὰ τῆς δευτέρας μέχρι τῆς καλύψεως τῆς στέγης (κατασκευῆς ἐξ ὠπλισμένου σκυροδέματος, πλακὸς ὀροφῆς ἰσογείου ἢ κατασκευῆς τῆς στέγης), διὰ τῆς τρίτης διὰ τὴν κατασκευὴν τῶν ἐσωτερικῶν χωρισμάτων, τῆς ὑδραυλικῆς ἐγκαταστάσεως (παροχὴ ὕδατος, ἀποχέτευσις), δαπέδων ἐξ ἰσχνοῦ σκυροδέματος, ἠλεκτρικῆς ἐγκαταστάσεως, κουφωμάτων καὶ ἐπιχρισμάτων, ἑνὸς τουλάχιστον δωματίου, τῆς κουζίνας καὶ ἀποχωρητηρίου καὶ διὰ τῆς τετάρτης τῶν λοιπῶν δόσεων μέχρις ἀποπερατώσεως ἁπασῶν τῶν λοιπῶν ἐργασιῶν.

Ἀπαγορεύεται ἡ καταβολὴ ἑπομένης χρηματικῆς δόσεως, ἐφ' ὅσον δὲν βεβαιωθῇ ἐγγράφως ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου ἐπιβλέποντος τεχνικοῦ ὑπαλλήλου, ἡ διάθεσις τῆς προηγουμένης δόσεως, διὰ τὴν προμήθειαν ὑλικῶν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν ἔργου ὡς ἀνωτέρω.

3. Ἐπὶ περιπτώσεων αὐτοστεγάσεως δύο οἰκογενειῶν κατὰ τὸ σύστημα τῆς ὁριζοντίου ἰδιοκτησίας, αἱ δαπάναι θεμελιώ-

σεως τῶν φερόντων στοιχείων οἰκοδομῆς τοιχοποιΐας ἢ πεδίλων μέχρι φυσικοῦ ἐδάφους βαρύνουν ἐξ ἡμισείας ἀμφοτέρας τὰς οἰκογενείας.

Ἐπὶ τῶν αὐτῶν περιπτώσεων, ὁ αὐτοστεγαζόμενος τοῦ ἰσογείου διαμερίσματος ὑποχρεοῦται κατὰ τὴν οἰκοδόμησιν τῆς κατοικίας του νὰ προβλέψῃ τὴν διέλευσιν τοῦ ὁριζοντίου δικτύου ἀποχετεύσεως, τῶν ἀκαθάρτων τοῦ ὑπερκειμένου ὀρόφου, τῶν δαπανῶν κατασκευῆς κοινῶν βόθρων ἀποχετεύσεως, βαρυνουσῶν ἀμφοτέρας τὰς οἰκογενείας ἐξ ἡμισείας.

Καθ' ὅμοιον τρόπον βαρύνονται εἰς τὴν κοινὴν δαπάνην ἀμφότεραι αἱ αὐτοστεγαζόμεναι οἰκογένειαι διὰ τὴν κατασκευὴν κοινῶν τοίχων περὶ τὴν εἴσοδον καὶ τὸ κλιμακοστάσιον.

4. Ἡ ἀπὸ τῆς τελικῆς στάθμης τοῦ ἐδάφους ὑπερύψωσις τοῦ δαπέδου ἰσογείου τῶν οἰκοδομῶν καθορίζεται κατ' ἀνώτατον ὅριον εἰς ἓν μέτρον.

Εἰς περίπτωσιν κλίσεως τοῦ οἰκοπέδου ἡ ὡς ἄνω ὑπερύψωσις λαμβάνεται κατὰ μέσον ὅρον ἀπὸ τοῦ μέσου ὕψους τῆς ὁδοῦ.

5. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, ἐκδιδομένης δι' ὅλας τὰς περιοχάς, αἵτινες περιλαμβάνονται εἰς τὸ κατὰ τὴν διάταξιν τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος πρόγραμμα αὐτοστεγάσεως ἢ κατὰ περιοχὰς νομῶν ἢ συνοικισμῶν, καθορίζεται ὁ χρόνος λήξεως ἑκάστου προγράμματος ἐντὸς τοῦ ὁποίου ὁ αὐτοστεγαζόμενος θέλει ἀποπερατώσῃ τὴν ἀνεγερθησομένην κατοικίαν καὶ ἐγκατασταθῇ ἐν αὐτῇ διὰ τῆς κατεδαφίσεως τοῦ παρ' αὐτοῦ κατεχομένου τυχὸν παραπήγματος. Μετὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ταύτης παύουν ἰσχύουσαι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος, διὰ τὴν συνέχισιν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν καὶ τὰς συναφεῖς σχέσεις τῶν αὐτοστεγαζομένων πρὸς τὰς ἐποπτευούσας τὸ πρόγραμμα ἀρχάς.

Ἄρθρον 6.

1. Ἐν περιπτώσει ἀνεγέρσεως διὰ τοῦ συστήματος αὐτοστεγάσεως, περισσοτέρων τῆς μιᾶς κατοικιῶν ἐπὶ τοῦ αὐτοῦ οἰκοπέδου, ὅπερ χορηγεῖται εἰς πλείονας δικαιούχους οἰκογενείας, ὁ βασικὸς τύπος τῶν κατοικιῶν καθορίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως, ἐπιτρεπομένης μίνον παραλλαγῆς τούτου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος.

Ὡσαύτως δι' ἀποφάσεως τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοιν. Προνοίας, καθορίζεται ἐν σχεδίῳ, τὸ εἰς ἕκαστον οἰκιστὴν προοριζόμενον νὰ παραχωρηθῇ διαμέρισμα, ὡς καὶ οἱ τυχὸν συμπληρωματικοὶ αὐτοῦ χῶροι καὶ οἱ εἰς κοινὴν χρῆσιν τῶν οἰκιστῶν τοιοῦτοι.

2. Ζητήματα δημιουργούμενα μεταξὺ τῶν αὐτοστεγαζομένων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν καὶ μέχρι ἐκδόσεως τῶν παραχωρητηρίων, κατὰ τὴν διάταξιν τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ παρόντος, ὅσον ἀφορᾷ α) τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις εἰς τοὺς κοινοχρήστους χώρους, β) τὴν συμμετοχὴν ἑνὸς ἑκάστου εἰς τὰς δαπάνας κατασκευῆς κοινοχρήστων χώρων, ἀπροβλέπτων ἐργασιῶν κλπ. καὶ γ) τὰς λοιπὰς σχέσεις συγκατοικήσεως, ρυθμίζονται ἀποφασιστικῶς διὰ πράξεων τῆς οἰκείας ἐπιτροπῆς αὐτοστεγάσεως.

3. Ἀπαγορεύεται μέχρι τῆς κτήσεως τῆς κυριότητος (ἐκδόσεως παραχωρητηρίου) ἡ χρησιμοποίησις τῶν παραχωρουμένων δι' αὐτοστέγασιν οἰκοπέδων διὰ σκοπὸν ἄλλον πλὴν τῆς ἀνεγέρσεως οἰκοδομῆς, κατὰ τὸν ὅρον τῆς παραχωρήσεως.

Ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ κατὰ τὴν παράγρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος προγράμματος ἠθέλεν προκύψει ἡ ἀνάγκη δημιουργίας καταστημάτων εἰς ὡρισμένους χώρους, ἡ ἀνέγερσις τούτων διὰ τοῦ συστήματος αὐτοστεγάσεως, καθορίζεται ἑκάστοτε δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας, ἐκδιδομένης μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως.

4. Ἀπαγορεύεται ἀπολύτως ἡ καθ' οἱονδήποτε τρόπον παραχώρησις τῆς χρήσεως, τῶν, διὰ τοῦ συστήματος αὐτοστεγάσεως ἀνεγειρομένων κατοικιῶν πρὸ τῆς διὰ τῆς ἐκδόσεως τοῦ παραχωρητηρίου, κτήσεως τῆς κυριότητος καὶ μετὰ δὲ τὴν ἔκδοσιν τούτου πρὸ τῆς παρελεύσεως τῶν ὑπὸ τῆς κειμένης νομοθεσίας ὁριζομένων προθεσμιῶν.

Ἐν ᾗ περιπτώσει, ὁ αὐτοστεγαζόμενος ἐκμισθοῖ τὴν ἀνεγειρομένην κατοικίαν, πρὸ τῆς διὰ τῆς ἐκδόσεως τοῦ παραχωρητηρίου κτήσεως κυριότητος, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, ὁ Διευθυντὴς τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοινων. Προνοίας, διατάσσει τὴν διοικητικὴν ἀποβολὴν τοῦ μισθωτοῦ, ἐντέλλεται δὲ τὴν εἴσπραξιν τῶν, καταβληθέντων ἢ ὀφειλομένων μέχρι τῆς χρονολογίας πραγματοποιήσεως τῆς διοικητικῆς ἀποβολῆς, μισθωμάτων ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Α.Π. κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 3713)57 καὶ τοῦ ἀπὸ 27—1)9.2.53 Β.Δ. «περὶ κωδικοποιήσεως κλπ.».

Ἄρθρον 7.

1. Διὰ τὴν ἐποπτείαν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν κατὰ τὸ παρόν, προγραμμάτων ἐπιτρέπεται, ὅπως δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας συνιστῶνται «Ἐπιτροπαὶ αὐτοστεγάσεως» ἀπαρτιζόμεναι, προκειμένου μέν, περὶ τῆς περιοχῆς τῆς τέως Διοικήσεως Πρωτευούσης, ἐξ ἑνὸς Ἐφέτου ἢ Παρέδρου τοῦ Νομικοῦ Συμβουλίου τοῦ Κράτους ἢ Πρωτοδίκου ὡς Προέδρου, ἑνὸς μηχανικοῦ δημοσίου ὑπαλλήλου, ἑνὸς Ἐπιθεωρητοῦ καὶ δύο διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἁρμοδιότητος τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας, ἁπάντων τούτων ἐπὶ βαθμῷ τοὐλάχιστον ΔΩ, προκειμένου δέ, περὶ τῶν περιφερειῶν τῆς λοιπῆς Ἐπικρατείας, εἰς τὴν ἕδραν ἑκάστου Νομοῦ, ἐξ ἑνὸς Πρωτοδίκου, ὡς Προέδρου, ἐκ τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Κέντρου Κοιν. Προνοίας, καὶ τοῦ Νομομηχανικοῦ. Τεχνικὸς ὑπάλληλος ὁρισθεὶς ὡς ἀνωτέρω ὡς ἐπιβλέπων τοῦ προγράμματος αὐτοστεγάσεως ὡρισμένης περιοχῆς, δὲν δύναται νὰ μετέχῃ τῆς ἐν τῇ αὐτῇ περιοχῇ λειτουργούσης ἐπιτροπῆς αὐτοστεγάσεως.

2. Εἰς τοὺς μετέχοντας τῶν ἐπιτροπῶν τούτων, καταβάλλονται κατ' ἀποκοπὴν ἔξοδα κινήσεως καθοριζόμενα ἑκάστοτε κατὰ τὰς κειμένας διατάξεις.

3. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας, καθορίζεται ὁ τρόπος τῆς ἐσωτερικῆς λειτουργίας τῶν ἐπιτροπῶν τούτων, τῆς τηρήσεως τῶν πρακτικῶν ὡς καὶ τῆς κοινοποιήσεως καὶ ἐκτελέσεως τῶν ἀποφασιστικοῦ χαρακτῆρος πράξεων αὐτῶν.

4. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὐτοστεγάσεως καθίστανται ἁρμόδιαι:

α) Διὰ τὴν ἐποπτείαν, τοῦ εἰς ἑκάστην ἐξ αὐτῶν ἀνατιθεμένου κατὰ τὴν παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος προγράμματος αὐτοστεγάσεως.

β) Διὰ τὴν ρύθμισιν τῶν, κατὰ τὴν παρ. 2 τοῦ προηγουμένου ἄρθρου ἀνακυπτόντων, ζητημάτων.

γ) Διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν ἀνακυπτόντων ζητημάτων κατὰ τὴν παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος.

Ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν ἁρμοδιοτήτων τούτων, αἱ Ἐπιτροπαί:

α) Ὑποβάλλουσιν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῆς Προνοίας, κατὰ διαστήματα, ὁριζόμενα ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας, περιληπτικὰς ἐκθέσεις, περιλαμβανούσας τὰς παρατηρήσεις των ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ προγράμματος ὡς καὶ τὰς εἰσηγήσεις των ἐπὶ τῶν ληπτέων γενικῶν ἢ εἰδικῶν μέτρων καὶ

β) Δικαιοῦνται ὅπως, ἐφ' ὅσον οἰκοθεν διαπιστώσωσι παράβασιν τινά, διατάξωσι τὴν διακοπὴν τῶν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν, μέχρις ἄρσεως τῆς παραβάσεως ἢ ρυθμίσεως τοῦ ἀνακύπτοντος θέματος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ, κατὰ τὸ ἄρθρον 4 τοῦ παρόντος, προβλεπομένη οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις, καταβάλλεται εἰς τὸν ἀρχηγὸν τῆς αὐτοστεγαζομένης οἰκογενείας. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ οἰκογένεια αὕτη, στερεῖται ἀρχηγοῦ, ἡ ἐνίσχυσις αὕτη καταβάλλεται ἢ ἀπὸ κοινοῦ εἰς ἅπαντας τοὺς συνδικαιούχους ἢ εἰς τὸν δι' ἐπισήμου πληρεξουσίου των, ὁριζόμενον ἐκπρόσωπόν των, ὅστις δέον ὁπωσδήποτε νὰ εἶναι ἐνήλικον μέλος τῆς δικαιούχου αὐτοστεγάσεως οἰκογενείας.

Ἐν περιπτώσει θανάτου τοῦ ἀρχηγοῦ ἢ συνδικαιούχου μέλους πρὸ τῆς διὰ τῆς ἐκδόσεως τοῦ παραχωρητηρίου κτήσεως κυριότητος, εἰς τὰς ἐν προκειμένῳ ὑποχρεώσεις καὶ δικαιώματα αὐτοῦ, ὑπεισέρχονται οἱ ὑπὸ τοῦ οἰκείου Συμβουλίου Στεγάσεως ὁρισθέντες συνδικαιοῦχοι κατὰ τὴν ἀρχικὴν ὑπαγωγὴν τῆς οἰκογενείας εἰς τὸ πρόγραμμα αὐτοστεγάσεως.

Ἡ ἀναλογοῦσα οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις εἰς ἀνήλικα ἢ φρενοβλαβῆ ἄτομα καταβάλλεται εἰς τὸν ὁριζόμενον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος κηδεμόνα ἢ ἐπίτροπον, εὐθυνόμενον καὶ ἐν προκειμένῳ ὡς αἱ οἰκεῖαι διατάξεις τούτου ὁρίζουσιν.

2. Δικαιοῦχοι τῆς ὡς ἀνωτέρω οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως, προσκαλούμενοι ἐγγράφως ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας, πρὸς συμπλήρωσιν τῶν δικαιολογητικῶν τοῦ φακέλλου των ἢ ἐγκατάστασίν των πρὸς ἔναρξιν οἰκοδομικῶν ἐργασιῶν εἰς τὰ ὁριζόμενα πρὸς παραχώρησιν εἰς αὐτοὺς οἰκόπεδα ἢ διὰ τὴν παραλαβὴν δόσεως τῆς ἐγκριθείσης οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως, πρὸς αὐτοστέγασιν, καὶ μὴ προσερχόμενοι, ἐντὸς τῆς τασσομένης αὐτοῖς προθεσμίας, δύναται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας, ἢ τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοινωνικῆς Προνοίας μετὰ γνώμην τοῦ οἰκείου Συμβουλίου Στεγάσεως, νὰ κηρύσσωνται ἔκπτωτοι παντὸς δικαιώματος ἀστικῆς ἀποκαταστάσεως καὶ οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως καὶ ἐν συνεχείᾳ νὰ ἀποβάλλωνται διοικητικῶς ἐντὸς τακτῆς προθεσμίας ἐκ τοῦ κατεχομένου παρ' αὐτῶν παραπήγματος ἢ κρατικοῦ ἀκινήτου.

Ὑπαρχόντων πλειόνων συνδικαιούχων, ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως ἢ μὴ ἐγκαίρου προσελεύσεως μέλους τινὸς ἢ τινῶν ἐξ αὐτῶν ἐντὸς τῆς τασσομένης ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας ὡς ἀνωτέρω προθεσμίας πρὸς παραλαβὴν δόσεως, ἡ οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις δύναται νὰ χορηγῆται εἰς τὰ ὑπόλοιπα μέλη καὶ εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος προβλεπομένην ἀναλογίαν, ὅσον ἀφορᾷ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας, ἀποξενουμένων τῶν ἀνωτέρω, κατὰ τὴν διαδικασίαν τῆς προηγουμένης διατάξεως παντὸς δικαιώματος ἐπὶ τοῦ ἀκινήτου.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ πληρωμὴ τῆς, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως ἐνεργεῖται βάσει τῆς κατὰ παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος ἀποφάσεως, διὰ τῆς ὁποίας ἐντάσσεται ὁ δικαιοῦχος, εἰς τὸ κατὰ τὴν διάταξιν τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος πρόγραμμα αὐτοστεγάσεως ὑπὸ τοῦ καθοριζομένου ὑπολόγου διαχειριστοῦ, ἐπ' ὀνόματι τοῦ ὁποίου ἐκδίδεται, τὸ διὰ τὸν σκοπὸν τοῦτον χρηματικὸν ἔνταλμα προπληρωμῆς.

Ἐν ᾗ περιπτώσει τὸ ἀρχικῶς ὁρισθὲν διὰ τὴν πληρωμὴν τῆς οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως τοῦ αὐτοστεγαζομένου ἔνταλμα ἐξηντλήθη, μὴ ἐπαρκέσαν διὰ τὴν πληρωμὴν ὅλων τῶν δόσεων ἢ ἔληξεν ἡ προθεσμία ἀποδόσεως αὐτοῦ, ἐκδίδεται νέον ἔνταλμα προπληρωμῆς εἰς βάρος τοῦ ὁποίου θὰ καταβληθῶσιν αἱ ὑπόλοιποι δόσεις. Αἱ δόσεις αὗται καταβάλλονται δι' ἰδιαιτέρας συμπληρωματικῆς ἀποφάσεως τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοινωνικῆς Προνοίας εἰς ἣν ὑποχρεωτικῶς, θὰ μνημονεύηται καὶ πᾶσα σχετικὴ ὁμοία προηγουμένη, ὡς καὶ τὰ χρηματικὰ ἐντάλματα εἰς βάρος τῶν ὁποίων κατεβλήθη προηγουμένως μία ἢ πλείονες δόσεις.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ καταβολὴ ἑκάστης δόσεως εἰς τὸν δικαιοῦχον αὐτοστεγαζόμενον, ἐνεργεῖται κατόπιν ἐντολῆς τοῦ προϊσταμένου τοῦ ἁρμοδίου Κέντρου Κοιν. Προνοίας, στηριζομένης εἰς τὴν κατὰ τὴν διάταξιν τοῦ ἄρθρου 3 ἀπόφασιν ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 5 προβλεπομένην πιστοποίησιν τοῦ ἐπιβλέποντος μηχανικοῦ.

Ἑκάστη ἀπόδειξις πληρωμῆς, συντάσσεται εἰς διπλοῦν, ἐξ ὧν τὸ ἓν ἀντίτυπον χρησιμοποιεῖται ὑπὸ τοῦ ὑπολόγου, διὰ τήν, κατὰ τὰ κεκανονισμένα, ἀπόδοσιν τοῦ λ)σμοῦ, τὸ ἕτερον δέ, φέρον τὴν ἔνδειξιν «ἀντίγραφον, πρὸς χρῆσιν τῆς ὑπηρεσίας» φυλάσσεται εἰς τὸν φάκελλον τοῦ αὐτοστεγαζομένου.

Τὰ στοιχεῖα τοῦτα, μετὰ τῶν σχετικῶν ἀποδείξεων λήψεως τῶν χρηματικῶν δόσεων, ἐκ μέρους τῶν δικαιούχων, ἀποτελοῦσι τὰ νόμιμα δικαιολογητικὰ τακτοποιήσεως τοῦ ὑπολόγου.

2. Αἱ ἀποδείξεις καταβολῆς δόσεων, ἀπηλλαγμέναι χαρτοσήμου, τέλους ὑπὲρ τρίτων κρατήσεων, ἀποτελοῦν ἐν συνδυασμῷ μὲ τὰ λοιπὰ ἔγγραφα, τὰ στοιχεῖα χρεώσεως ἑκάστου αὐτοστεγαζομένου.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ ἁρμοδία ὑπηρεσία τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας, μετὰ διαπίστωσιν παρὰ τοῦ ἁρμοδίου τεχνικοῦ ὑπαλλήλου, περὶ ἀποπερατώσεως τῆς κατοικίας, προβαίνει κατὰ τὰ κεκανονισμένα, εἰς τὴν ἔκδοσιν τοῦ παραχωρητηρίου, κατὰ τὰς οἰκείας διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύϊ νομοθεσίας.

Διὰ τούτου βεβαιοῦται ἡ ἀξία τοῦ οἰκοπέδου καὶ τὸ χορηγηθὲν δάνειον, ὡς χρέος πρὸς τὸ Δημόσιον καὶ ἐντέλλεται τὴν διὰ τοῦ οἰκείου Δημοσίου Ταμείου εἴσπραξιν τούτου, συμφώνως τῷ Νόμῳ διὰ 30 ἑξαμηνιαίων ληξιπροθέσμων δόσεων.

2. Ἡ ἔκδοσις τοῦ παραχωρητηρίου, ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύναται νὰ ἐνεργηθῇ πρὸ τῆς ἐγκαταστάσεως τῆς οἰκογενείας εἰς τὸ οἴκημα καὶ κατεδαφίσεως τοῦ παραπήγματος, εἰς ὃ κατώκει ὁ αὐτοστεγαζόμενος.

Ἐπὶ περιπτώσεων ἀρνήσεως ἢ ἀδικαιολογήτου καθυστερήσεως ὑποβολῆς τῶν ἀπαιτουμένων δικαιολογητικῶν ἢ τῆς κατὰ τὸ ἄρθρον 6 τῆς κωδικοποιήσεως ὁριζομένης προκαταβολῆς, ἐκ μέρους τῶν αὐτοστεγαζομένων διὰ τὴν ἔκδοσιν τῶν παραχωρητηρίων ὁ Διευθυντὴς τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοιν. Προνοίας, πλὴν τῶν λοιπῶν νομίμων μέτρων, διὰ πράξεώς του καταλογίζει εἰς βάρος τούτων τίμημα χρήσεως ὁριζόμενον κατὰ γενικὰς κατηγορίας, δι' ὑποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας ἐκδιδομένης μετὰ γνώμην τοῦ Κεντρικοῦ Συμβουλίου Στεγάσεως.

3. Ἐπὶ τοῦ κατὰ τ' ἀνωτέρω ὁριζομένου πρὸς ἐγκατάστασιν τῆς δικαιούχου οἰκογενείας δι' ἀνεγέρσεως οἰκοδομῆς κατὰ τὸ ἰσύστημα αὐτοστεγάσεως οἰκοπέδου καὶ τῶν ἐπ' αὐτοῦ κτισμάτων, ἐγγράφεται κατὰ τὴν ἔκδοσιν τοῦ παραχωρητηρίου, μερίμνῃ τῆς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας Κοιν. Προνοίας, πρώτη ὑποθήκη ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου, ἐξαλειφεται δὲ αὕτη, τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου, μετὰ τὴν ἐξόφλησιν τῆς τελευταίας δόσεως ἀποπληρωμῆς, τόσον τῆς ἀξίας τοῦ οἰκοπέδου, ὅσον καὶ τοῦ, κατὰ τὸ παρὸν δανείου. Ἡ ἀνωτέρω ὑποθήκη, ἐν περιπτώσει παροχῆς δανείου δι' αὐτοστέγασιν κατὰ τὰς ἀνωτέρω διατάξεις ἐπὶ οἰκοπέδου ἀνήκοντος εἰς τὴν κυριότητα τοῦ αὐτοστεγαζομένου, ἐγγράφεται πρώτη ὑποθήκη πρὸ τῆς καταβολῆς τῆς πρώτης δόσεως.

4. Ἐν περιπτώσει καταβολῆς, ἐκ μέρους τοῦ χρεώστου αὐτοστεγαζομένου, τοῦ ὁλικοῦ χρέους ἢ τοῦ ὑπολοίπου τοιούτου, πρὸ τῆς λήξεως τῆς προθεσμίας, ἰσχύουν ὡς πρὸς τὴν ἔκπτωσιν αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 21 τοῦ ἀπὸ 27—1)9.2.1953 Β. Δ. «περὶ κωδικοποιήσεως διατάξεων ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀποκατάστασιν τῶν Ἀστῶν Προσφύγων».

Ἄρθρον 12.

Ἐφ' ὅσον διαπιστωθῇ ἁρμοδίως, παράβασις ἐκ μέρους τοῦ αὐτοστεγαζομένου ὡς πρὸς α) τὴν μὴ ἔγκαιρον καὶ κανονικὴν χρησιμοποίησιν τῆς παρεχομένης οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως, β) τὴν μὴ ἀποπεράτωσιν ἐντὸς τῆς ταχθείσης προθεσμίας τῆς οἰκοδομῆς, γ) τὴν μὴ κατεδάφισιν τοῦ κατεχομένου παρὰ τῆς αὐτοστεγαζομένης οἰκογενείας παραπήγματος, καὶ δ) τὴν ἀνέγερσιν οἰκοδομῆς διαφόρου πρὸς τὸν ἐγκριθέντα τύπον ἢ μὴ συμμορφώσεώς του πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ προγράμματος καὶ τὰς ἀποφάσεις τῆς οἰκείας ἐπιτροπῆς αὐτοστεγάσεως νομίμως κοινοποιηθείσας, ἐφ' ὅσον μὲν πρόκειται περὶ περιπτώσεως οἰκοπέδου μὴ παραχωρηθέντος δι' ὁριστικοῦ τίτλου, ἐπιτρέπεται ὅπως διὰ πράξεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοιν. Προνοίας ἢ τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοιν. Προνοίας ἐκδιδομένης μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ οἰκείου Συμβουλίου Στεγάσεως, διατάσσεται ἡ διοικητικὴ ἀποβολὴ τούτου ἐκ τοῦ ἀκινήτου καὶ ἡ ἐν συνεχείᾳ ἀνάκλησις τῆς γενομένης εἰς τοῦτον ἐγκαταστάσεως, τοῦ οἰκοπέδου μετὰ τῶν ἐπ' αὐτοῦ κτισμάτων περιερχομένου ἐκ νέου ὑπὸ τὴν νομὴν καὶ κατοχὴν τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Ἡ τυχὸν διαφορὰ ἐπὶ ἔλαττον μεταξὺ τῆς ἀξίας τῶν ἀνεγερθέντων κτισμάτων, καὶ τῆς καταβληθείσης οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως ἐξευρισκομένη κατόπιν ἐκτιμήσεως τῆς οἰκείας Ἐκτιμητικῆς Ἐπιτροπῆς καταλογίζεται εἰς βάρος τοῦ ὡς ἄνω παραβάτου καὶ εἰσπράττεται κατὰ τὰς περὶ εἰσπράξεως Δημοσίων Ἐσόδων διατάξεις.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ ἀξία τῆς οἰκοδομῆς εἶναι μεγαλυτέρα τῆς παρασχεθείσης οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως, ἡ διαφορὰ ἐκτιμωμένη ὡς ἀνωτέρω ἐπιστρέφεται εἰς τὸν δικαιοῦχον, παρακρατουμένου ποσοῦ, ὁριζομένου ἐλευθέρως ὑπὸ τοῦ οἰκείου Συμβουλίου Στεγάσεως ἀντιστοιχοῦντος εἰς τὰς καταβληθείσας ὑπὸ τοῦ Δημοσίου δαπάνας διοικήσεως τοῦ Προγράμματος.

Ἐφ' ὅσον δὲ πρόκειται περὶ οἰκοπέδου ἰδιοκτησίας τοῦ αὐτοστεγαζομένου ἐκδίδεται ἁρμοδίως πρᾶξις περὶ καταλογισμοῦ τῆς χορηγηθείσης οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως κατὰ τὰς περὶ εἰσπράξεως δημοσίων ἐσόδων διατάξεις διὰ 4 ἐξαμηνιαίων δόσεων, ἐντόκως, ὡς τόκου καὶ ἐν προκειμένῳ ὁριζομένου τοῦ ἑκάστοτε καθοριζομένου τοιούτου διὰ τὰς περιπτώσεις ὑπερημερίας ἐπὶ χρεῶν εἰς τὸ Δημόσιον.

Ἄρθρον 13.

1. Καταργοῦνται τὰ ἄρθρα 26—35 τοῦ ἀπὸ 27—1)9.2.1953 Β. Δ. «περὶ κωδικοποιήσεως διατάξεων ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀποκατάστασιν τῶν ἀστῶν προσφύγων Ν. 2044)52».

2. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του, εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑφυπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

**ΠΑΥΛΟΣ**

**Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ

**Ι. ΦΑΡΡΕΑΣ**

(3)

## ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 136 τῆς 20ῆς Ὀκτωβρίου 1959.

Περὶ παρατάσεως ἰσχύος τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν. Δ. 3560)1956 συμβάσεως περὶ Ἀεροπορικῶν Συγκοινωνιῶν.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. ὑπ' ἀριθ. 3560)1956 Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τοῦ Ἀριστ. Ὠνάση, περὶ ἀεροπορικῶν συγκοινωνιῶν καὶ εἰδικώτερον τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 παρ. 2, δι' ὧν συνεφωνήθη ἡ μέχρι καὶ τῆς 6ης Ἀπριλίου 1958 καὶ κατὰ παράτασιν, μέχρι καὶ τῆς 6ης Ὀκτωβρίου 1959, εἰσαγωγὴ ὑπὸ τοῦ Ἀναδόχου τῆς ὡς ἄνω Συμβάσεως καὶ ἐγγραφὴ εἰς τὰ Ἑλληνικὰ μητρῶα τῶν ἐν ἄρθρῳ 7 παρ. 1 τῆς αὐτῆς συμβάσεως καθοριζομένων ἀεροσκαφῶν καὶ κινητήρων τῆς πλήρους αὐτοῦ κυριότητος.

2. Τὰς ὑποβληθείσας ὑπὸ τῆς Ὀλυμπιακῆς Ἀεροπορίας προτάσεις, περὶ τροποποιήσεως ὅρων τῆς μετ' αὐτῆς Συμβάσεως καὶ τὰς ἐπ' αὐτῶν διεξαγομένας διαπραγματεύσεις.

3. Τὴν παρισταμένην ἀνάγκην ἀναλόγου παρατάσεως τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω κατὰ τὴν Σύμβασιν προθεσμίας, πρὸς εἰσαγωγὴν ὑπὸ τῆς ὡς εἴρηται Ἑταιρείας καὶ ἐγγραφὴν εἰς τὰ Ἑλληνικὰ μητρῶα τῶν ἰδιοκτήτων αὐτῆς ἀεροσκαφῶν καὶ κινητήρων μέχρι τῆς περατώσεως τῶν κατὰ τὰ ἀνωτέρω διαπραγματεύσεων ἐπὶ τῶν προτάσεων τῆς Ἑταιρείας.

4. Τὴν παράλληλον ἀνάγκην διατηρήσεως ἐν τῷ ἐθνικῷ νηολογίῳ τῶν προσωρινῶς καὶ μέχρι τῆς 6.10.59 ἐγγραφέντων ἐν αὐτῷ ἀλλοδαπῆς κυριότητος ἀεροσκαφῶν, μισθωθέντων ὑπὸ τῆς Ὀλυμπιακῆς Ἀεροπορίας καὶ χρησιμοποιουμένων ὑπ' αὐτῆς πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν σκοπῶν τῆς μετ' αὐτῆς Συμβάσεως μέχρι περατώσεως τῶν αὐτῶν διαπραγματεύσεων καὶ εἰσαγωγῆς τῶν ἰδιοκτήτων αὐτῆς ἀεροσκαφῶν, καὶ

5. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 19792)20.10.59 εἰσήγησιν τοῦ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑφυπουργοῦ, ἀποφασίζει:

1. Παρατείνει ἐπὶ ἕνα μῆνα ἀπὸ τῆς λήξεως αὐτῆς, ἤτοι μέχρι καὶ τῆς 6.11.1959, τὴν κατὰ τὸ ἄρθρον 7 παρ. 2 τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. ὑπ' ἀριθ. 3560)1956 Συμβάσεως, περὶ ἀεροπορικῶν συγκοινωνιῶν, προθεσμίαν εἰσαγωγῆς ὑπὸ τῆς Ἀναδόχου Ὀλυμπιακῆς Ἀεροπορίας Α.Ε. καὶ ἐγγραφῆς εἰς τὰ Ἑλληνικὰ μητρῶα τῶν κατὰ τὸ αὐτὸ ἄρθρον 7 παρ. 1 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως ὁριζομένων κατὰ τύπον καὶ ἀριθμὸν ἀεροσκαφῶν καὶ κινητήρων τῆς πλήρους αὐτῆς κυριότητος, καὶ

2. Ἐγκρίνει τὴν ἐν τῷ ἐθνικῷ νηολογίῳ διατήρησιν ἐπὶ ἕνα εἰσέτι μῆνα ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος τῆς ἐν αὐτῷ ἐγγραφῆς, ἤτοι μεχρι καὶ τῆς 6.11.1959, τῶν προσωρινῶς ἐγγραφέντων, μεμισθωμένων ὑπὸ τῆς Ὀλυμπιακῆς Ἀεροπορίας Α.Ε., καὶ χρησιμοποιουμένων ὑπ' αὐτῆς, πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν σκοπῶν τοῦ παραχωρηθέντος αὐτῇ διὰ τῆς ὡς ἄνω συμβάσεως προνομίου, ἀλλοδαπῆς κυριότητος ἀεροσκαφῶν, ἵνα καταστῇ δυνατὴ ἡ ὑπὸ τῆς ἄνω Ἑταιρείας ἐξυπηρέτησις τῶν σκοπῶν τοῦ προνομίου μέχρι τῆς εἰσαγωγῆς καὶ ἐγγραφῆς εἰς τὰ Ἑλληνικὰ μητρῶα τῶν ἰδιοκτήτων αὐτῆς ἀεροσκαφῶν, ἤτοι:

Τριῶν (3) ἀεροσκαφῶν τύπου DC—6B, ἰδιοκτησίας τῆς VICTORIA FINANCIERA PANAMA S.A.

Ἑνὸς (1) ἀεροσκάφους τύπου DC—6, ἰδιοκτησίας τῆς SCANDINAVIAN CHARTER FLIGHTS καὶ

Ἑνὸς (1) ἀεροσκάφους τύπου DC—6B, ἰδιοκτησίας τῆς GOLDENSEA PANAMA S.A.

Ἡ κατὰ τὴν παροῦσαν παράγραφον προθεσμία δύναται νὰ παραταθῇ περαιτέρω ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, διὰ πράξεως τοῦ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑφυπουργοῦ, ἐξουσιοδοτουμένου πρὸς τοῦτο διὰ τῆς παρούσης, ἐπὶ δεκαπενθήμερον ἀπὸ τῆς λήξεώς της, ἤτοι μέχρι καὶ τῆς 21.11.1959.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθ. 136 παροῦσαν πρᾶξιν του, κυρωθησομένην νομοθετικῶς μεμιμνῃ τοῦ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑφυπουργοῦ.

Ὁ Πρόεδρος Ὁ Ἀντιπρόεδρος Τὰ Μέλη

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου

Ι. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ

(4)

Εἰς τὸ Β. Δ. «περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως κοινωφελοῦς ἱδρύματος ἐν Θεσσαλονίκῃ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἰνστιτοῦτον Νεοελληνικῶν Σπουδῶν», τῆς 22 Ὀκτωβρίου 1959, δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 228 Φ.Ε.Κ. (Τεῦχος Α') τῆς 23 Ὀκτωβρίου 1959, ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις ἡμαρτημένων:

Ἐν τῷ κειμένῳ τοῦ ὡς ἄνω Β. Δ., ὅπου ἀναγράφεται τὸ κύριον ὄνομα τοῦ διαθέτου «Μανόλη Τριανταφυλλίδη» διορθοῦται, συμφώνως τῷ χειρογράφῳ, ἐκ τοῦ ἐσφαλμένου «Μανώλη» εἰς τὸ ὀρθὸν «Μανόλη».

(Ἐκ τοῦ Ἐθν. Τυπογραφείου)